

Vieillesse et inégalités de genres

Diane Lamoureux

Numéro 332, automne 2021

Nous vieillirons ensemble. Quelle place pour la vieillesse dans notre société ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/96809ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lamoureux, D. (2021). Vieillesse et inégalités de genres. *Liberté*, (332), 51–52.

Vieillesse et inégalités de genres

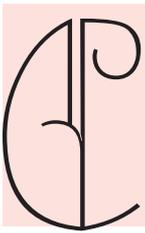


Précaire, aidante et solidaire, portrait de la femme âgée au XXI^e siècle.

Par Diane Lamoureux

Le moment où commence la vieillesse est mal défini, il varie selon les époques et les lieux.

— Simone de Beauvoir, *La vieillesse*



omme le souligne Simone de Beauvoir, la vieillesse est loin de représenter une réalité clairement définie. La philosophe en parle comme d'un phénomène complexe combinant des éléments biologiques, psychologiques et sociaux, et, dans *La vieillesse*, la décrit comme « l'aboutissement et le prolongement d'un processus ». Au Québec, la plupart des recherches portant sur les femmes âgées situent la frontière à soixante-cinq ans et le grand âge, à partir de quatre-vingts ans. Elles montrent aussi les continuités qui s'établissent entre la vie antérieure et la vieillesse.

Or les femmes qui ont aujourd'hui plus de soixante-cinq ans font partie d'une cohorte démographique dont la vie a été bouleversée par les effets des luttes féministes. En moyenne, elles sont plus scolarisées que leurs prédécesseuses, puisque la réforme de l'éducation des années 1960 a permis à nombre d'entre elles d'accéder à des études secondaires et postsecondaires. Elles ont, en général, eu moins d'enfants que leurs mères du fait de la généralisation de l'accès à la contraception et à l'avortement. Leur vie conjugale a été moins linéaire que celle des femmes de la génération précédente, puisque les séparations et les divorces sont devenus plus courants. Elles sont également plus nombreuses à avoir exercé un emploi rémunéré durant leur vie adulte, les congés de maternité et les services de garde ayant rendu possible, pour certaines, une trajectoire d'emploi continue. Elles ont eu un plus grand accès à des soins de santé grâce à l'établissement du régime public d'assurance maladie, et elles ont souvent un réseau social plus diversifié. Certes, tous ces gains, issus des luttes passées, ont permis à ces femmes de mener une meilleure vie que leurs mères, mais les moyennes statistiques cachent des parcours de vie extrêmement différenciés et il faudrait se garder de généraliser.

D'ailleurs, si j'avais écrit cet article il y a une dizaine d'années, j'aurais probablement caractérisé la situation des femmes âgées en abordant les problèmes d'isolement et de pauvreté. Ces deux phénomènes sont encore très présents, bien que la réalité des femmes âgées soit plus diversifiée, à l'image des changements opérés dans la société québécoise ces cinquante dernières années; cette pluralisation est liée, on l'a dit, aux luttes féministes.

Puisque cela a fortement teinté notre quotidien de la dernière année, on ne saurait non plus éviter la question de la

covid-19 et des différences entre les hommes et les femmes qu'elle a révélées. Les statistiques compilées par l'Institut national de santé publique du Québec sur le taux d'incidence de la covid-19 montrent que les femmes sont légèrement plus nombreuses (52,7% des cas) à avoir contracté la maladie, sauf chez les moins de 19 ans et les 60-69 ans. Elles représentent également un peu plus de la moitié des décès (52,6%). Cela peut s'expliquer par deux facteurs. D'une part, les femmes représentent plus de 80% des personnels de la santé, personnels qui, lors de la première vague du moins, n'ont pas toujours eu accès à du matériel de protection adéquat. D'autre part, en juillet 2020, les femmes représentaient plus de 86% des personnes résidant dans les CHSLD ou les résidences pour personnes âgées, là où ont eu lieu la très grande majorité des décès.

Il faudrait affiner le propos en tenant compte du statut socioéconomique, des facteurs de comorbidité, des origines ethniques et des milieux de vie, mais il n'en demeure pas moins que la pandémie a plus lourdement affecté les femmes que les hommes, et les femmes racisées plus que les autres femmes. Selon une étude de l'IRIS, elles ont vu leurs conditions de travail se dégrader, tant dans le secteur de la santé que dans celui de l'éducation ou du commerce de détail, où elles constituent aussi une part importante de la main-d'œuvre. De plus, elles ont dû jongler avec le télétravail, les soins aux enfants, les soins aux parents vieillissants, et, pour certaines, les mauvaises conditions de logement et la violence conjugale. En outre, les mesures de relance post-crise visent surtout les emplois traditionnellement masculins. Bref, le bilan s'annonce lourd...

Une situation économique souvent précaire

Les études socioéconomiques concernant les femmes âgées sont basées sur les données du dernier recensement complet, soit 2011, et permettent moins de voir les effets des changements que j'ai évoqués plus haut. La plupart soulignent toutefois la dépendance des femmes aux régimes publics de pension, ce qui entraîne des revenus de retraite sensiblement inférieurs à ceux des hommes. Dans un article de 2014, Ruth Rose évaluait le revenu de retraite des femmes à 59% de celui des hommes. Cela s'explique par des trajectoires d'emploi plus discontinues; par des salaires en moyenne inférieurs malgré les mesures d'équité; par le fait de ne pas bénéficier de régimes de pension octroyés par l'employeur (seules 24% des femmes en bénéficient, comparativement à 46% des hommes, selon des données de 2005); enfin, par les écarts concernant le patrimoine familial et l'épargne accumulée. Il

est possible de présumer que la situation s'améliorera un peu, pour certaines, dans les prochaines années, mais la détérioration des conditions de travail dans les secteurs public et parapublic depuis trois décennies et les mesures de reprise économique favorisant les secteurs traditionnellement masculins, de même que les transformations des régimes de retraite ne permettent pas d'être très optimiste à cet égard ; tout au plus peut-on dire que les différences entre les femmes seront plus importantes.

La situation de celles qui dépendent du Régime de rentes du Québec, de la pension de la Sécurité de la vieillesse fédérale et du Supplément de revenu garanti reste donc extrêmement précaire, d'autant plus qu'une majorité de femmes de plus de soixante ans vivent seules et qu'elles sont trois fois plus nombreuses que les hommes dans cette situation lorsqu'elles ont quatre-vingt-cinq ans et plus. Vivre seule est beaucoup plus onéreux que de vivre en couple ou en groupe, et les régimes publics pour les personnes âgées ne permettent pas de sortir de la pauvreté. En même temps, le délitement accéléré des régimes publics et des services publics sous l'effet du néolibéralisme risque d'augmenter les coûts pour un niveau de services équivalent.

Le fil rouge du *care*

On peut également se demander à quel moment l'on devient une personne âgée lorsqu'on est une femme. Si la vie des hommes se divise, en général, entre les étapes que sont l'apprentissage (enfance et adolescence), la vie professionnelle et la retraite, ces divisions sont beaucoup moins évidentes pour les femmes, notamment parce que les âges de la vie d'une femme sont traversés par le travail du *care*.

On a beaucoup parlé de la génération « sandwich » pour les femmes qui devaient simultanément s'occuper de jeunes enfants ou d'adolescents et de leurs parents âgés. Ainsi, peu importe leur statut sur le marché du travail, bien des femmes, on le sait, doivent, en plus, prendre en charge les soins de la famille, qu'il s'agisse de personnes dépendantes (enfants, malades, personnes handicapées, personnes âgées) ou même indépendantes (leur conjoint). Et tout cela sans compter que la plupart des emplois rémunérés exercés par les femmes ont à voir avec le *care*. On parle aussi bien d'emplois directement associés au soin des autres (éducation, santé, service social, services aux personnes) que d'emplois qui en sont plus éloignés, mais où les femmes se font assigner des tâches de maintien des liens sociaux ou de confort.

D'ailleurs, le *care* ne s'arrête pas du jour au lendemain quand on prend sa retraite. Combien de femmes plus jeunes ne pourraient travailler à temps plein si elles ne comptaient pas sur une grand-mère pour prendre soin des enfants ? Dans leur analyse du rapport au temps des femmes aînées, Marchand, Quéniart et Charpentier montrent qu'une bonne partie d'entre elles, si elles accordent plus de temps à leurs propres projets que lorsqu'elles travaillaient ou s'occupaient de leurs enfants, restent tout de même très investies dans les solidarités familiales intra et intergénérationnelles.

Annette Langevin a étudié l'élargissement du rôle de la grand-mère. Celle-ci reste profondément impliquée dans la consolidation des liens affectifs entre les générations. Elle s'occupe notamment, on l'a vu, de ses enfants et petits-enfants.

Les grands-mères scolarisées vont souvent jouer un rôle de soutien actif dans la scolarité des petits-enfants. Elles sont également mises à contribution financièrement, entre autres pour permettre à leurs enfants d'accéder à la propriété. En général, ce sont des problèmes de santé qui viennent interférer avec la dynamique du *care*, mais ceux-ci semblent survenir assez tardivement dans la vie des femmes (chez celles qui ont participé aux recherches, on note que les problèmes de santé surgissent à partir de soixante-quinze ou quatre-vingts ans).

Du souci de ses proches au souci du monde

Un phénomène qui commence à peine à être analysé est celui de l'engagement social et politique des femmes plus âgées. Si, dans la génération précédente, des militantes comme Madeleine Parent et Léa Roback faisaient figure d'exceptions, plusieurs femmes, maintenant à l'âge de la retraite, poursuivent un engagement militant qu'elles ont maintenu leur vie durant. Celles qui ont été actives dans des syndicats, des groupes communautaires, féministes ou de défense des droits de la personne, poursuivent leur militantisme, comme l'a montré une étude de Quéniart et Charpentier.

Le fait de s'engager dans une activité militante permet à la fois de créer et de maintenir des réseaux de solidarité, d'avoir une prise sur le monde, mais aussi de rester « jeunes » en continuant d'apprendre, en plus d'évoluer dans un environnement multigénérationnel autre que celui de la famille. Cet engagement militant vient contrer l'isolement lié au décès de contemporain-es et à la perte du lien d'emploi. On peut penser aux Mémés déchainées, qui se sont regroupées lors des mobilisations contre la guerre en Irak en 2003 et qui sont, depuis, présentes dans la plupart des manifestations pacifistes et écologistes, ou au collectif Têtes blanches, carré rouge, qui s'est créé dans le cadre du mouvement étudiant de 2012. Mais le militantisme des femmes plus âgées est loin de se limiter aux groupes de personnes âgées, même si elles ont contribué à rendre ceux-ci plus militants, y transposant leur expérience de la lutte et un répertoire d'actions dont elles connaissent la force et les effets, et qu'elles peuvent montrer aux générations plus jeunes.

En somme, tout au long de leur vie et jusqu'à un âge avancé, les femmes contribuent à la société et à sa reproduction sans que l'importance de cette contribution soit, encore aujourd'hui, pleinement reconnue. Il y a là un enjeu évident pour les luttes féministes à venir. ●

Diane Lamoureux est professeure émérite au département de science politique de l'Université Laval et spécialiste en études féministes.